

Rôle de la séance publique du 09/02/2026 à 09h15

Présidente : Madame RIMEU

Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame DUBOST

Greffier : Monsieur GOY

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY

01) N° 2303545 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	M. D Stéphane	CORTEN
	Mme C Marianne	CORTEN
Défendeur	COMMUNE DE LA CHAPELLE-CHAUSSEE	CABINET LEXCAP RENNES

Requête de M. Stéphane D et Mme Marianne C contre le jugement n° 2103203 en date du 2 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Rennes n'a fait que partiellement droit à leur demande tendant à la condamnation de la commune de La Chapelle-Chaussée à leur verser la somme globale de 80 901,36 euros, assortie des intérêts au taux légal à compter de la réception de leur réclamation préalable du 19 avril 2021 et de la capitalisation annuelle des intérêts, en réparation des préjudices qu'ils estiment avoir subis en raison de l'illégalité de deux refus de permis de construire opposés par la commune en 2018 et 2020 et d'un refus, en 2019, de proroger un certificat d'urbanisme, qui l'était régulièrement depuis 2012.

02) N° 2400573 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur	BREST METROPOLE	MARTIN AVOCATS
Défendeur	M. L Frédéric Georges	SELARL VALADOU JOSSELIN & ASSOCIES

M. et/ou Mme S Christophe Claude Jean

M. et/ou Mme T Patrick

M. T Christophe

M. A Pierre-Yves

Mme P Sophie

Autres parties NERIS GROUPE

Requête de BREST METROPOLE d'annuler le jugement N° 2004899 du 15 décembre 2023 par lequel le Tribunal administratif de Rennes a annulé l'arrêté du 6 mars 2020 délivrant à la SCI Kerea un permis de construire un hôtel-restaurant-spa sur les parcelles cadastrées section BH nos 385 et 386 situées 25 rue Peter Blake à Brest.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY

03) N° 2401391 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur ENERTRAG PAYS DE LOIRE II SAS CABINET JEANTET ET ASSOCIES

Défendeur PREFECTURE DE LA VENDEE

Requête de la Société Enertrag Pays de Loire contre la décision implicite née le 20 mars 2024, suite à l'avis favorable émis par la commission d'enquête le 14 décembre 2023, par laquelle le préfet de la Vendée a rejeté sa demande d'autorisation environnementale en vue de construire et d'exploiter un parc éolien composé de quatre aérogénérateurs et deux postes de livraison sur le territoire des communes de Longèves et Auchay-sur-Vendée.

04) N° 2402288 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Défendeur M. D Youssouf AKHZAM

Requête du ministre de l'Intérieur contre le jugement n° 2104143 du 4 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, d'une part, à la demande de M. Youssouf D , annulé la décision par laquelle le ministre de l'intérieur a implicitement rejeté son recours administratif formé le 5 octobre 2020 contre la décision du préfet de l'Oise du 12 août 2020 ayant ajourné à deux ans sa demande d'acquisition de la nationalité française et, d'autre part, enjoint au ministre de l'intérieur et des outre-mer de procéder au réexamen de la demande de M. D dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent jugement.

05) N° 2402701 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur Mme A Poomagal Me BARZ

M. A Shanmuganathan Me BARZ

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Shanmuganathan A et Mme Poomagal K épouse A contre le jugement n° 2105423 - 2105424 en date du 11 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation des décisions du ministre de l'intérieur du 30 octobre 2020 rejetant leurs recours contre les décisions du 4 février 2020 par lesquelles la sous-préfète de Saint-Denis a rejeté leur demande de naturalisation.

06) N° 2402846 RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur M. D Babatoundé Kolawolé Ethéocle SELARL CHRISTELLE MONCONDUIT

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Babatoundé Kolawolé Ethéocle D contre le jugement n° 2308558 du 29 août 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 5 avril 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Cotonou (Bénin) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité d'enfant de ressortissante française a, à son tour, refusé de délivrer le visa sollicité.

07) N° 2402851

RAPPORTEUR : M. RIVAS

Demandeur M. B Zouhir

BENTOLILA

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Zouhir B contre le jugement n° 2309436 du 29 août 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 18 juillet 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Casablanca (Maroc) refusant de lui délivrer un visa de long séjour portant la mention « passeport talent » a, à son tour, refusé de délivrer le visa sollicité.

Rôle de la séance publique du 09/02/2026 à 10h15

Présidente : Madame RIMEU

Assesseurs : Monsieur RIVAS et Madame DUBOST

Greffier : Monsieur GOY

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY

01) N° 2401283 RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PONTIVY	CABINET LEXCAP RENNES
Défendeur	Mme S Simone	Me BEGUIN

Requête de la Communauté de communes de Pontivy contre le jugement n° 2105230 du 1er mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a partiellement annulé, à la demande de Mme Simone S, la délibération du 18 mai 2021, ensemble la décision de rejet du recours gracieux de Mme S, en tant seulement que les dispositions de la zone 1AUB disposent que l'aménagement peut se réaliser sous forme de tranches successives portant sur une surface minimum de 0,5 ha.

02) N° 2401511 RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur	MORLAIX COMMUNAUTE	SELARL LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
Défendeur	M. C Jean-Yves	Me DELEURME-TANNOURY
Autres parties	M. L Jean-Yves	CABINET BARON WEEGER

Requête de la communauté d'agglomération de Morlaix Communauté contre le jugement n° 2200853 du 22 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Rennes a, à la demande de M. JeanYves C, annulé la décision implicite par laquelle le président de la communauté d'agglomération de Morlaix communauté a rejeté sa demande tendant à ce que l'établissement public de coopération intercommunale saisisse le tribunal judiciaire aux fins de démolition des constructions et installations édifiées sans autorisation par M. L sur ses parcelles.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY**03) N° 2502380****RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur Mme Y Flavie Esther
M. W Judicaël Gatien

Me REGENT
Me REGENT

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Flavie Esther Y et de M. Judicaël Gatien W tendant, sur le fondement de l'article R. 833-1 du code de justice administrative, à la rectification de l'erreur matérielle entachant l'arrêt 24NT01280 du 15 avril 2025 en tant que la cour administrative d'appel de Nantes a mis à la charge de l'Etat le versement à leur profit de la somme de 1 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sans en prévoir le versement à leur avocate, Me Régent, en application de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

04) N° 2403527**RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur M. N Patience

Me CALONNE DU
TEILLEUL

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Patience Gérard N contre le jugement n°s 2309530 - 2309806 en date du 3 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation des décisions implicites nées le 28 mai 2023 par lesquelles la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie de deux recours administratifs préalables obligatoires formés contre les décisions de l'autorité consulaire française en République centrafricaine refusant de délivrer aux enfants Sadrac-Joël N et Measac Abiel N des visas de long séjour au titre de la réunification familiale.

05) N° 2500330**RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur Mme A Samira
M. A Yassin
Mme H Imane

MEAUDE
MEAUDE
MEAUDE

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Samira A et autres contre le jugement n° 2317532 du 23 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 13 septembre 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision de l'autorité consulaire française à Rabat (Maroc) du 20 juin 2023 refusant de délivrer à Doha A un visa de long séjour en qualité de visiteuse a, à son tour, refusé de délivrer le visa sollicité.

06) N° 2501319**RAPPORTEURE : Mme DUBOST**

Demandeur M. K Mamadou

MINIER MAUGENDRE &
ASSOCIEES

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Mamadou K contre le jugement n° 2204898 du 13 mars 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 11 février 2022 du ministre de l'intérieur rejetant son recours contre la décision du 1er mai 2021 par laquelle le préfet de la Seine-Saint-Denis avait déclaré irrecevable sa demande de naturalisation et substituant à celle-ci une décision de rejet de sa demande.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY

07) N° 2501345

RAPPORTEURE : Mme DUBOST

Demandeur M. H Abdullah

Me FARAJ

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Abdullah H contre le jugement n° 2114499 - 2205666 en date du 31 janvier 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 10 novembre 2021 par laquelle le ministre de l'intérieur a ajourné à deux ans sa demande de naturalisation.

Rôle de la séance publique du 09/02/2026 à 11h15

Présidente : Madame RIMEU

Assesseurs : Monsieur RIVAS et Monsieur HANNOYER

Greffier : Monsieur GOY

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ODY

01) N° 2500026 RAPPORTEUR : M. HANNOYER

Demandeur	M. H George	CABINET POLLONO
	Mme B Darin	CABINET POLLONO
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de M. George H et Mme Darin B contre le jugement n° 2308398 en date du 3 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de la décision du 15 mars 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a confirmé la décision de l'autorité consulaire française à Beyrouth (Liban) refusant un visa d'entrée et de long séjour à Mme Darin B au titre de la réunification familiale.

02) N° 2500057 RAPPORTEUR : M. HANNOYER

Demandeur	M. T Walid Moussa	NGUIYAN AVOCAT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de M. Walid Moussa T contre le jugement n° 2315433 du 16 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 8 octobre 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision du 27 juillet 2023 de l'autorité consulaire française à Yaoundé (Cameroun) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité d'étudiant.

03) N° 2500304 RAPPORTEUR : M. HANNOYER

Demandeur	M. M Depaul Blaise	NGUIYAN AVOCAT
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

Requête de M. Depaul Blaise M contre le jugement n° 2315596 en date du 8 janvier 2025 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision du 7 juillet 2023 de l'autorité consulaire française à Cotonou (Bénin) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité d'étudiant.

04) N° 2500349

RAPPORTEUR : M. HANNOYER

Demandeur Mme A Farah

AIT CHIKHALI RIDOUAN

Défendeur MINISTERE DE L'INTERIEUR

Renvoi par le tribunal administratif de Nantes de la requête de Mme Farah A contre le jugement n° 2314173 en date du 21 octobre 2024 par laquelle le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite née le 22 juillet 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours administratif obligatoire formé contre la décision du 20 avril 2023 de l'autorité consulaire française à Casablanca (Maroc) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité de travailler salarié, ainsi que cette décision consulaire.